

# SNES Créteil Info

SNES Créteil Info - [www.creteil.snes.edu](http://www.creteil.snes.edu) - Tél. :01.41.24.80.54 - 3 rue Guy de Gouyon du Verger - 94112 Arcueil cx  
twitter : SNES/FSU CRETEIL@SnesFsuCreteil

## DIS, MAMIE, C'EST ENCORE LOIN LA FIN DU TUNNEL ?

### édito

Nous aurions aimé que cette circulaire de printemps soit annonciatrice d'espoir et de jours meilleurs. Or, il semble que nous soyons encore privé-e-s de certaines libertés pendant de nombreuses semaines, voire même que les mesures de confinement se renforcent encore dans les jours à venir.

Certain-e-s d'entre vous ont pu être vacciné-e-s, mais combien par rapport aux nombreux-ses retraité-e-s qui attendent toujours, les plus de 75 ans<sup>1</sup> ou trop vieux pour le vaccin Astrazeneca, ou trop jeunes car âgé-e-s de moins de 75 ans. La situation mentale et sociale des français se dégrade, accentuant les inégalités qui existaient avant la pandémie, en particulier chez les plus jeunes, lycéen-ne-s dans l'angoisse d'un baccalauréat amputé de son caractère d'examen national d'accès à l'enseignement supérieur, étudiant-e-s soumis-e-s à des conditions d'enseignement dégradées, en rupture avec leurs enseignant-e-s qui font le maximum pour garder le lien, privé-e-s de vie sociale qui construit un avenir et parfois même obligé-e-s de faire appel aux associations caritatives pour pouvoir se nourrir correctement. Au lieu de se pencher sur l'amélioration de leurs conditions de vie et de l'enseignement universitaire public, leur ministre, chassant sans vergogne sur les terres et avec les thèmes de l'extrême-droite, lance une étude sur un prétendu « islamo-gauchisme » qui gangrènerait l'université. Lamentable !

Sans compter les jeunes entrant sur le marché du travail, qui peinent à trouver leur premier emploi et les salarié-e-s en chômage partiel depuis des mois, en particulier dans les secteurs de la restauration, du tourisme, de la culture et de l'événementiel.

Malgré tout, les retraité-e-s ne baissent pas la garde. La journée de mobilisation prévue fin janvier a été reprogrammée par le Groupe des 9 pour le 31 mars autour de deux thèmes prédominants : la santé et l'âgisme. La santé, car la crise sanitaire que nous subissons a mis en évidence l'état catastrophique de nos hôpitaux, minés depuis des années par la baisse programmée du nombre de lits par des gouvernements de tous bords, le tout accentué par des fusions d'établissements dont le but n'est, une fois de plus, que de réduire les capacités hospitalières publiques au profit du privé. Les déserts médicaux, même dans notre région capitale s'étendent, et ce dans tous les départements.

L'âgisme, car les derniers mois ont montré combien nos gouvernant-e-s nous considéraient non pas comme des citoyen-ne-s à part entière mais comme des personnes forcément fragiles et qu'il fallait isoler du reste de la société, soi-disant pour leur bien. La détresse des résident-e-s en Ehpad a provoqué de nombreux décès et bien des personnes seules à domicile ont été coupées du monde pendant des semaines. Oubliés les seniors innovateurs, refusant le diktat de l'âge, autonomes, créatifs et consommateurs ; oubliée la place essentielle que les retraité-e-s assurent dans le monde associatif, caritatif, sportif. L'empressement à les montrer du doigt (comme beaucoup d'autres : jeunes, femmes, précaires...) relève d'une conception de société mettant à mal la solidarité et l'entraide ! Il est temps de remettre ces valeurs à l'ordre du jour !

Le 31 mars, des actions et rassemblements seront organisés dans les départements. La voix des retraité-e-s, 18 millions de citoyennes et citoyens, doit se faire entendre. Leur place dans la société française doit être assumée et revalorisée.

Le congrès du SNES-FSU, prévu fin mars à Montpellier, a été reporté au printemps 2022, mais une forme aménagée se tiendra en mai à Paris. Le congrès académique se tiendra en visioconférences. Chacun peut contribuer à enrichir les thèmes proposés, en particulier celui qui concerne la syndicalisation, y compris celle des retraité-e-s. Envoyez-nous vos propositions !

*Martine STEMPEL, pour le collectif des retraité-e-s du  
SNES-FSU de l'académie de Créteil.  
3 mars 2021*

<sup>1</sup>Au 1<sup>er</sup> mars en Ile-de-France 399 327 personnes vaccinées au regard des 717 819 de plus de 75 ans et parmi les personnes vaccinées, il faut ajouter les personnes vulnérables de moins de 75 ans, les personnels de santé et d'action sociale de plus de 50 ans avec comorbidité et ceux éligibles au vaccin Astrazeneca.

1/ Édito 2/Calendrier et Rester informé [...] 3/Dans le 94, le 25 janvier [...] et Information 4/Seringue, ma seringue, ne vois-tu rien venir ? 5/Des élections contaminées par la Covid 6/Une nouvelle attaque contre l'hôpital Henri Mondor de Créteil 7/Stage Bientôt à la retraite... en visioconférence 8/Le congrès du SNES-FSU, nouvelles modalités et Contribution au thème « syndicalisation »  
Prix : 0,30 € - Abonnement : 10 € - Imprimerie Spéciale SNES - hebdomadaire - Directrice de Publication Martine Clodoré - CP 0521S06883 N°13-72

## CALENDRIER

**Mercredi 31 mars : journée d'action nationale des retraité-e-s**



- 77 : Rassemblements devant la Préfecture de Melun et la sous-préfecture de Meaux à 10h
- 94: Rendez-vous demandé à la préfecture pour le 31 mars
- 93 : Participation à la manifestation parisienne  
*N'hésitez pas à consulter le site des retraités de l'académie de Créteil*

**Après-midi : rassemblement devant le ministère de la santé à Paris (informations à venir)**

## RESTER INFORMÉ, BIEN NAVIGUER SUR LE SITE NATIONAL DU SNES-FSU

La configuration du site national a changé. Pour accéder aux informations concernant le secteur retraité-e-s, il faut désormais cliquer sur la mention Le SNES-FSU de la barre de menu de la page d'accueil, puis cliquer sur « Blog retraités ».



### **Bienvenue sur le blog des retraités du SNES-FSU.**

La vie militante ne s'arrête pas à la retraite ! Au contraire, les retraités du SNES-FSU participent activement aux mobilisations en cours (protection sociale, dépendance etc) et apportent leurs analyses à des dossiers intergénérationnels.

Contact [enretraite@snes.edu](mailto:enretraite@snes.edu)

## DANS LE 94, LE 25 JANVIER, UN SUCCÈS POUR L'INITIATIVE DE L'INTERSYNDICALE RETRAITÉ-E-S :

### « LES RETRAITÉ-E-S AU CŒUR DE LA CRISE SANITAIRE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE »

Cette réunion-débat s'est déroulée à la fois en présentiel à la Maison des syndicats de Créteil, en respectant évidemment les mesures barrières, et en visioconférence. Elle a regroupé plus de 50 personnes. L'intersyndicale avait invité **Christophe Prudhomme**, médecin urgentiste au SAMU 93, militant CGT, et **Eric Frégona**, directeur-adjoint de l'AD-PA, association regroupant 2000 directeurs d'Ehpad et de services à domicile.

Leurs interventions reposant sur leur expérience de professionnel de santé et d'action sociale ont suscité un débat riche et animé.

**Jean-Claude Chailley** (CGT) a présenté le contexte lié à la pandémie et dénoncé la politique du gouvernement qui profite de la crise sanitaire pour poursuivre la fermeture de lits ou de services à l'hôpital, et pour menacer l'existence même de la Sécurité sociale avec la création de la 5<sup>e</sup> branche. Au nom de l'intersyndicale, il a revendiqué une loi grand âge digne de ce nom avec un vrai service public de l'autonomie.

**Christophe Prudhomme** a illustré la politique de casse du service public de santé engagée depuis plusieurs décennies. Il a insisté sur le fait que la santé doit être considérée dans sa globalité (physique, psychologique et sociale), financée par une Sécurité sociale intégrale reposant sur les cotisations. Il a fait des propositions pour améliorer l'organisation de la santé avec, par exemple, des centres de santé, des hôpitaux de proximité pour lutter contre les déserts médicaux et offrir à tous et toutes une santé de qualité avec des personnels de santé qualifiés, travaillant en équipe et mieux rémunérés.

De son côté, **Eric Frégona** a fait le constat que les personnes âgées avaient payé un lourd tribut à cette crise sanitaire. Il est grand temps, selon lui, d'en finir avec cette ségrégation liée à l'âge. Cette population mérite un niveau d'investissement que les gouvernements successifs ont promis mais jamais mis en œuvre. Seule la mobilisation des usager-ère-s et des professionnels comme en 2018 peut permettre une amélioration de la situation des personnes en Ehpad et à domicile. Il faut les considérer comme des personnes à part entière. Il considère avec son association que le modèle de l'Ehpad est un lieu d'enfermement et doit être abandonné en essayant de conjuguer un accompagnement qui allie à la fois liberté et sécurité.

Pour conclure, **Jean Amar (FSU)** a proposé une motion sur les revendications à formuler à l'issue de cette réunion-débat, sur la crise sanitaire et sociale, la campagne de vaccination et le projet de loi Autonomie, qui a été envoyée au préfet du Val-de-Marne.

Cette initiative a été à la fois un moment convivial, dont on a tant besoin en cette période, et revendicatif.

À refaire !

*Dominique BALDUCCI*

Retrouver l'intégralité des débats sur le site du SNES-FSU Créteil rubrique retraité-e-s : <https://creteil.snes.edu/Les-retraite-e-s-au-coeur-de-la-crise-sanitaire-economique-et-sociale.html>



## « SERINGUE, MA SERINGUE, NE VOIS-TU RIEN VENIR ? »



*« Je ne vois rien que le virus qui se propage et les variants qui se dispersent ! »*

Cela pourrait être le pastiche d'un célèbre conte mais l'actualité ne prête pas vraiment à rire. Tout était pourtant bien prêt pour vacciner le maximum de personnes, en priorité les soignant-e-s, les plus fragiles de plus de 75 ans et les résident-e-s des Ehpad.

Tout y était, les seringues avec leurs aiguilles bien calibrées, les soignant-e-s prêts à piquer, les patient-e-s qui patientaient en attendant leur tour... Tout ? Non, presque tout. Il ne manquait que les vaccins ! Si Pasteur était encore de ce monde, il aurait sûrement... la rage ! Comment sommes-nous parvenu-e-s à un tel niveau d'impréparation ?

Quelques éléments d'explication !

En France la recherche fondamentale et appliquée est sinistrée par manque de moyens financiers. Ce qui a poussé de nombreux-ses scientifiques à s'expatrier, y compris les découvreur-se-s de vaccins à ARN messager. Sanofi, « champion » français du médicament, engrange des fonds publics (crédits impôts recherche) et dans le même temps licencie des centaines de chercheur-se-s dans ses laboratoires de Recherche et Développement. Puis il distribue des milliards de dividendes à ses actionnaires et cesse les recherches sur un vaccin contre la Covid.

L'Europe signe des contrats faramineux et très opaques avec Big Pharma pour s'approprier la totalité des vaccins disponibles sur le marché. Les laboratoires sont incapables d'honorer leurs engagements mais en capacité d'obtenir des dizaines de milliards d'euros de profits en puisant dans les fonds publics et en utilisant les ressources de la recherche fondamentale publique (sur le séquençage du virus par exemple). Ainsi nous payons deux fois les entreprises privées : une fois pour la recherche et une autre fois avec le remboursement par la Sécurité sociale.

La France, comme d'autres pays européens, refuse d'utiliser la procédure de licence d'office pour enlever des mains du marché les vaccins qui doivent devenir un bien commun de toute l'humanité. Cette procédure permettrait de suspendre l'application des brevets sur les vaccins et les traitements médicaux anti-Covid au profit d'une mutualisation des connaissances, des technologies et de la production en grande série.

Les pays pauvres sont privés de vaccins et voient leurs populations décimées par de nouveaux variants comme ceux de l'Afrique du Sud ou du Brésil. Et comme le virus ne connaît pas de frontières, ces nouveaux variants se dispersent sur tout le globe.

L'OMS est empêchée de lutter efficacement contre la pandémie faute de moyens financiers suffisants. Mais elle alerte sur d'autres pandémies à venir si l'homme continue de détruire l'habitat des animaux et de modifier le climat de la planète.

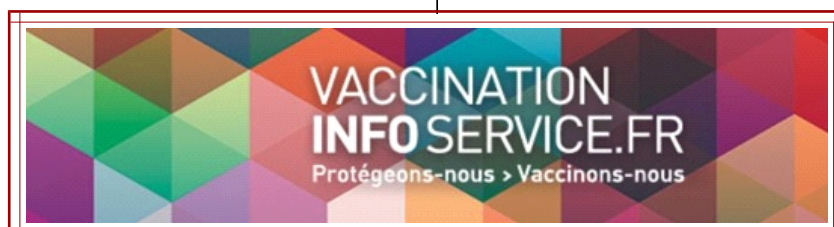
Ces quelques éléments doivent nous conforter dans l'idée que le vaccin est un bien commun qui doit être distribué à tous les pays, car, non seulement il sauve des vies mais en plus, il peut éviter le retour d'un virus mutant qui anéantirait tous les efforts dans les pays où la population est déjà vaccinée.

Le mandat du SNES-FSU pour un pôle public du médicament est bien d'actualité car au-delà de la pétition européenne « Pas de profit sur la pandémie »\* se pose la question de la nature des médicaments qui ne peuvent pas être des produits marchands comme les autres.

Le budget de la santé reste insuffisant, les hôpitaux publics sont sous-dotés en moyens humains et matériels. Dans certains cas la pénurie est telle que l'hôpital va jusqu'à manquer de... seringues !

*Jean-Bernard SHAKI*

[\\*https://noprofitonpandemic.eu/fr/](https://noprofitonpandemic.eu/fr/)



## DES ÉLECTIONS CONTAMINÉES PAR LA COVID

L'épidémie a obligé le gouvernement à revoir le calendrier électoral de 2021 avec le report des élections départementales et régionales en juin (pour le moment). Mais elle va aussi déterminer les **grands axes des programmes** présentés par les candidat-e-s aux législatives et à la présidentielle en 2022 :

**L'écologie** : l'origine de la pandémie semblerait être la destruction d'un milieu naturel en Chine, résultat d'une industrialisation et d'une urbanisation galopante sans considération pour les milieux naturels.

**La mondialisation**, qui a permis la diffusion rapide du virus mais qui est incapable de favoriser les échanges de savoir et d'expériences qui permettraient de lutter contre la pandémie au nom de la concurrence et de la recherche des profits des trusts pharmaceutiques. Les pays riches sont les marchés à conquérir, les pays les moins avancés sont à nouveau abandonnés.

**La santé**, longtemps sacrifiée car il semblait que notre niveau de richesse nous mettait à l'abri de toute grande catastrophe, les épidémies de grippe étant devenues une « habitude saisonnière ». Tous les gouvernements de ces dernières années ont pratiqué des coupes budgétaires sévères dans ce secteur qui expliquent la situation actuelle. Les choix de la politique de santé se feront entre le retour à un secteur public fort capable d'offrir les mêmes soins à tou-te-s ou une soumission à la loi du marché qui bénéficiera à ceux-celles qui auront les moyens de se payer les meilleurs soins, quitte à sacrifier la souveraineté des Etats et leur capacité à élaborer une politique au service de tou-te-s et à ignorer la montée de la pauvreté qui exclut de plus en plus de personnes de l'accès aux soins.

**La recherche**, longtemps à la pointe dans notre pays, sacrifiée car pas « rentable » à court terme et nous devenons dépendants des trusts pharmaceutiques américains pour obtenir les vaccins qui permettraient d'endiguer l'épidémie. Là aussi, il faut revenir à un secteur public fort.

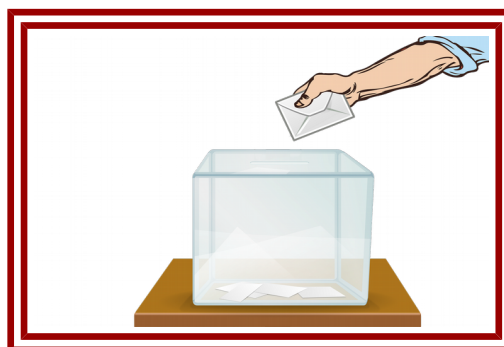
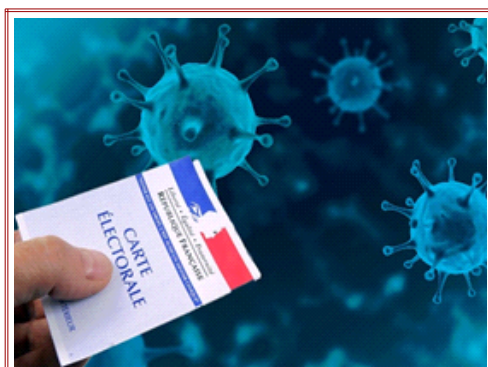
**L'intergénérationnel** : rien de pire que de laisser croire au sacrifice d'une génération au profit d'une autre tout en ignorant les solidarités qui se sont multipliées pendant cette période.

**Les inégalités sociales** qui deviennent de plus en plus inacceptables. C'est un choix de société qui devra se faire : la lutte des classes face au libéralisme !

C'est pour cela qu'il faut revivifier le débat Droite-Gauche que Macron et son parti ont réussi à étouffer lors des dernières élections.

Sinon « la peste brune » des partis anti-démocratiques risque d'être la nouvelle épidémie... politique. Ce virus-là continue de s'étendre et de se propager.

*Michel STEMPEL*



## UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE L'HÔPITAL HENRI MONDOR DE CRÉTEIL

Le Directeur de l'AP-HP a décidé, sans concertation, qu'il ne serait plus pratiqué de greffes cardiaques à l'hôpital H. Mondor. Elles seraient transférées à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière dans le cadre d'une restructuration au sein de l'AP-HP et la création d'un service de chirurgie cardiaque bi-site.

Cette suppression fait suite à la suppression de la greffe hépatique en 2019. **Au-delà de la fragilisation de la chirurgie cardiaque à Créteil, c'est toute la chirurgie, l'enseignement et la recherche qui sont attaqués** dans ce centre hospitalier, comme le signale la Coordination de Vigilance du GHU Mondor/A.Chennevier/E.Roux, et cela porterait un coup à l'attractivité de cet établissement, notamment en ce qui concerne le recrutement de personnels soignants de haut niveau. C'est d'autant plus incompréhensible qu'a été inauguré récemment un nouveau bâtiment de réanimation, blocs, interventions (RBI) pour un coût de 700 millions d'euros !



Cette politique de restructuration date de plusieurs années car déjà en 2011, l'Agence régionale de santé (ARS) voulait fermer la chirurgie cardiaque à Mondor.

La mobilisation des usager-ère-s, des élu-e-s, des soignant-e-s l'avait empêché...

On peut penser qu'il s'agit là d'une politique délibérée du tout pour Paris et rien pour la banlieue ?

Cette politique de restructuration, de fermetures de services et de lits concerne tous les départements de l'Ile-de-France dont la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis, comme l'indiquent les articles des camarades de ces départements. Si l'on veut sauver l'hôpital public et permettre une offre de soins répartie équitablement sur tous les territoires, il faut la mobilisation de tous : usager-ère-s, syndicalistes, soignant-e-s, élu-e-s. C'est le cas à Créteil. Mais il faut l'étendre à tous les territoires d'Ile-de-France concernés.

L'organisation, en novembre 2019, par la Coordination Mondor, d'Etats généraux de l'hôpital et du médico-social du Sud-francilien doit être une initiative à prolonger pour permettre d'avancer sur une plate-forme revendicative cohérente pour nos territoires et répondant aux besoins de toute la population en matière de santé.

*Dominique BALDUCCI*



## STAGE BIENTÔT À LA RETRAITE... EN VISIOCONFÉRENCE

Annulé l'année dernière pour cause de grève des transports d'abord, puis de Covid, prévu en novembre et à nouveau reporté, pour cause de reconfinement, le stage « bientôt à la retraite » a finalement pu être organisé en visioconférence le 29 janvier. Exercice périlleux pour un stage qui nécessite une interaction particulière et un échange nourri entre intervenant-e-s et stagiaires, nous avons demandé aux participant-e-s d'anticiper leurs questions, ce qui nous a facilité la tâche.

De 9h30 à 17h15, nous avons pu répondre à un maximum d'interrogations de collègues souvent anxieux-ses et découragé-e-s devant une situation de fin de carrière difficile : bien sûr la réorganisation des établissements pour raisons sanitaires génère de la fatigue et de l'incertitude, mais surtout, en lycée, la réforme Blanquer vient rajouter des difficultés croissantes de gestion des groupes et des examens. De nombreux stagiaires aspirent à partir le plus vite possible, certain-e-s sont prêt-e-s à renoncer à travailler plus longtemps, quitte à être pénalisé-e-s par la décote. Cet aspect des choses doit nous inciter à rester vigilant-e-s face à un gouvernement qui n'attend qu'une chose : remettre sur le métier une réforme

systémique des retraites dont on sait bien qu'elle réduira encore le montant des pensions.

Autre remarque : beaucoup de collègues ont décidé de demander rapidement leur mise à la retraite et les délais sont parfois un peu justes. Bien sûr la loi dit qu'il faut déposer son dossier au moins six mois avant la date de départ souhaitée, mais dans l'académie de Créteil, il est préférable de s'y prendre un an à l'avance. Une information sera faite en ce sens auprès de collègues proches de l'âge de la retraite.

Pour conclure, il faut remercier les collègues d'avoir été discipliné-e-s dans la prise de parole et admirer le travail fait par nos intervenantes, Marie-Louise Billy et Gracianne Charles du S4, sans oublier Jean-Bernard Shaki qui a rappelé les positions de la FSU sur la fin de carrière et la retraite.

Nous espérons bien sûr que le stage de l'année 2021-2022 pourra se faire... en présentiel, comme on dit maintenant !

*Martine STEMPEL*

## INFORMATION

Le séjour dans le Berry, sur les traces de George Sand, prévu fin mai aura, après accord des participant-e-s, finalement lieu les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 septembre 2022.

### 1842-2021



À une jeune femme qui lui demandait conseil pour savoir si elle devait ou non se marier, George Sand écrivait : « Je trouve la société livrée au plus affreux désordre, et, entre toutes les iniquités que je lui vois consacrer, je regarde, en première ligne, les rapports de l'homme avec la femme établis d'une manière injuste et absurde » (28 août 1842, à Mademoiselle Leroyer de Chantepie).

Que penserait-elle, si on l'imaginait de retour parmi nous, de notre société ? La trouverait-elle tellement mieux ordonnée, et parmi les injustices et les absurdités dont elle abonde encore, celles concernant les femmes ne lui paraîtraient-elles pas encore être « en première ligne » ? Il y a certes encore bien du travail à faire pour que nous vivions, écrivait-elle plus loin : « dans des conditions meilleures, au sein d'une société plus avancée, où nos intentions seront mieux comprises et notre dignité mieux établie ». Mais, comme elle le conseillait à sa correspondante, il faut continuer de « croire fermement » que c'est possible.

*Michel COCHET*



## LE CONGRÈS DU SNES-FSU, NOUVELLES MODALITÉS

La crise sanitaire nous oblige à réorganiser la tenue du Congrès. Un congrès réduit se tiendra à Paris les 17 et 18 mai 2021. Le congrès académique se tiendra en visioconférence les 1<sup>er</sup> et 2 avril et pour le préparer les 2 commissions préparatoires auront lieu parallèlement le 29 mars après-midi.

Vous avez reçu les 2 textes qui feront l'objet d'un examen approfondi lors du congrès et nous vous invitons à y apporter vos amendements ou vos contributions.

Où adresser ma contribution ?

77 : Jean-Bernard SHAKI, [jb.shaki@orange.fr](mailto:jb.shaki@orange.fr)

93 : Danielle CLAYETTE, [daniele.clayette@wanadoo.fr](mailto:daniele.clayette@wanadoo.fr)

94 : Dominique BALDUCCI, [dom.balducci@wanadoo.fr](mailto:dom.balducci@wanadoo.fr)

### CONTRIBUTION AU THÈME « SYNDICALISATION »

*Rester syndiqué-e et militer : indispensable, encore plus en tant de crise*



La crise sanitaire que nous traversons entrave l'action militante des syndicats, non seulement à cause du virus, mais aussi à cause de l'état d'urgence sanitaire et des lois de plus en plus répressives votées par le Parlement. Cette situation est particulièrement lourde de conséquences pour les droits syndicaux et les retraité-e-s sont encore plus isolé-e-s, car ils-elles n'ont pas tou-te-s accès aux outils informatiques qui permettent malgré tout de maintenir un lien entre les syndiqué-e-s. C'est pourquoi le maintien des publications papier est essentiel.

La question de militer et de rester syndiqué-e lorsqu'on est à la retraite s'est posée de tout temps et prend aujourd'hui une dimension singulière. Comment échapper au diktat des médias, plus anxiogènes les uns que les autres ? Comment faire participer nos adhérent-e-s aux actions et mobilisations qui malgré tout perdurent au niveau local (réunion avec C. Prudhomme dans le Val-de-Marne, rencontre avec députés et Conseil

départemental sur la santé en Seine-et-Marne, etc.) ?

Ces actions se multiplient dans toute la France, dans le cadre du Groupe des 9, seule intersyndicale avec un périmètre unitaire aussi large, dans lequel le SNES-FSU défend avec force une protection sociale menacée de toutes parts ainsi que le pouvoir d'achat de toutes et tous. Cependant nous avons du mal à atteindre l'ensemble de nos syndiqué-e-s.

Rappelons aussi que rester syndiqué-e à la retraite découle d'un engagement pris en tant qu'actif-ve, et que le passage à la retraite ne doit pas être vécu comme un renoncement mais au contraire comme la continuation d'une vie passée à défendre des valeurs qu'on n'abandonne pas à l'âge de 62 ans.

Le syndicat doit être le lieu où l'on retrouve la défense de ces valeurs, le lien actif-ve-s/retraité-e-s doit être étendu par le biais de stages communs où les retraité-e-s pourront apporter leur réflexion et apprendre toujours et encore des plus jeunes. Cessons de faire preuve d'âgisme en cantonnant les adhérent-e-s dans des cases. Chacun-ne enrichira la pensée de l'autre pour le bien de tou-te-s. Les retraité-e-s, qui occupent une place reconnue dans de nombreux secteurs de la vie sociale de notre pays, ont un rôle à jouer au sein même de notre syndicat.

*Martine STEMPEL*